

## EN BREF

**PS**  
Débat sur la réforme institutionnelle

A l'initiative de l'UDES 71 et de son président Philippe Baumel, un débat relatif à « La réforme institutionnelle des collectivités locales et l'avenir des territoires » aura lieu le mardi 13 avril à 19 heures, salle du Morambeau (route de Couches) au Breuil. Il sera animé par André Laignel, maire d'Issoudun et secrétaire général de l'Association des maires de France.

## CONSEIL RÉGIONAL

**Ecarté, le Front National dépose un recours**

C'est la raison pour laquelle Dans un communiqué, le groupe Front National au Conseil régional annonce qu'il a déposé un recours auprès du service de la légalité en préfecture de région. Il considère en effet que la procédure de désignation des élus dans les organismes extérieurs est « non réglementaire écartant les élus Front National de conseils d'administration de lycées. »

**PCF****Non à la fermeture du site Manitowoc de La Clayette**

La Fédération de Saône-et-Loire du PCF appelle ses adhérents à participer massivement à la manifestation qui aura lieu le samedi 17 avril dans les rues de la Clayette, pour protester contre la fermeture du site de Manitowoc. Mais aussi à répondre solidairement et massivement à toutes les initiatives de lutte qui seront prises et décidées.

**CONFÉRENCE**  
**La laïcité est-elle menacée ?**

A l'invitation de l'Union des Familles Laïques, Jean-Michel Quillardet interviendra le samedi 17 avril à 10 h 30 à la Maison des Associations du Creusot. Président de l'Observatoire international de la laïcité, écrivain et avocat, J.M. Quillardet vient de publier *Les colonnes de la République*. Auparavant à partir de 9 heures, l'UFAL 71 tiendra son AG.

**POLITIQUE.** Jean-Paul Anciaux demande la suspension du bouclier fiscal.

# Une conviction avant tout

**Le député de la 3<sup>e</sup> circonscription est signataire d'une tribune demandant la suspension du bouclier fiscal.**

Notre démarche, à mes douze collègues et moi-même, n'est absolument pas guidée par la rébellion, mais bien par la conviction. « Au lendemain d'une tribune parue dans les colonnes de notre confrère du Monde, Jean-Paul Anciaux se veut rassurant quant au sens de sa démarche. « Nous ne demandons pas la suppression du bouclier fiscal mais sa suspension. »

Pour cela, les treize élus UMP signataires s'appuient sur la situation difficile que traverse la France depuis de nombreux mois. « Chacun sait que l'on a une dette énorme à rembourser et que, pour cela, on va demander un effort collectif aux Français. Par là, j'entends celui qu'il faudra fournir en matière de couverture santé, du niveau des retraites et des prestations en tout genre. À nos yeux, l'un des leviers les plus logiques serait de jouer sur la CSG. Or, en la matière, je pense que les citoyens ne comprendraient pas que tout le monde ne participe pas à l'effort. Et nous demandons donc que la CSG soit retirée du bouclier fiscal. »

Le député de la 3<sup>e</sup> circons-



« Nous ne demandons pas la suppression du bouclier fiscal mais sa suspension. » Photo DR

**Le but est d'assurer un plus juste partage de l'effort qui sera demandé.**

cription reconnaît bien volontiers que de nombreuses voix se sont élevées dans la majorité présidentielle pour abonder dans ce sens, mais sans forcément agir. « Il est important d'avoir le courage de faire des actions comme celle-ci. Après les Régionales, nous avons entendu les

citoyens et nous voulons véritablement prendre en compte leurs attentes. Ce souci d'équité apparaît comme extrêmement important à nos yeux. Et, pour ma part, je n'ai jamais eu une attitude de godillot : quand j'ai quelque chose à dire, je le dis et j'agis en conséquence. Et nous voulons affirmer que personne ne sera exclu pour les retraites. C'est une forme d'expression pour alerter le président et le gouvernement. »

**YVES GAUTHIER**

Les signataires : Jean-Paul

## OPINION

**LES JEUNES SARKOZYSTES DE SAÔNE-ET-LOIRE**

Dans un communiqué transmis aujourd'hui, ces derniers ont réaffirmé tout leur soutien au bouclier fiscal mis en place par le président de la République juste après son élection. Les Français étaient trop nombreux à payer plus de la moitié de ce qu'ils ont gagné dans l'année estimant-ils en substance, incluant impôts sur le revenu, impôts locaux et taxe foncière. « C'est une réelle mesure de protection sociale à portée économique, puisqu'elle a permis le retour de près de 10 % des évadés fiscaux, ont-ils justifié. »

Anciaux, député de Saône-et-Loire ; Loïc Bouvard, député d'Indre-et-Loire ; Marc Bernier, député de Mayenne ; Pierre Cardo, député des Yvelines ; René Couanau, député d'Ille-et-Vilaine ; Jean-Yves Cousin, député du Calvados ; Jean-Pierre Decool, député du Nord ; Jean-Pierre Giran, député du Var ; Jean Grenet, député des Pyrénées-Atlantiques ; Marie-Anne Montchamp, député du Val-de-Marne ; Michel Piron, député de Maine-et-Loire ; Michel Raison, député de Haute-Saône ; Jean-Marie Rolland, député de l'Yonne.

**JEUNES POPULAIRES UMP**

## « Une défaite, mais aussi une victoire »

Bilan d'après-régionales pour les Jeunes Populaires de l'UMP et constat mitigé : « C'est une défaite incontestable, tant au plan national que régional, mais une victoire pour les Jeunes Populaires avec l'élection de Gérard Gordat au Conseil régional », constatait hier à Chalon, Jean-Vianney Guigue, responsable départemental du mouvement. « Mais il ne faudra pas se contenter de cette victoire, c'est le début d'un parcours, pour lui, mais aussi pour ceux qui n'ont pas été élus ».



Mathilde Chalumeau, Jean-Vianney Guigue et Gérard Gordat, le tout nouveau conseiller régional. Photo O.C.

Soulignant les bons résultats des Jeunes Pop' en Saône-et-Loire, classés en 2009 à la 9<sup>e</sup> place nationale

des fédérations avec un fort taux de renouvellement et 200 adhérents, Jean-Vianney Guigue évoquait aussi l'ave-

nir.

« Il y aura des places à prendre aux cantonales pour les jeunes... Les formations sont d'ailleurs lancées pour que nos équipes soient au point sur les politiques locales. Parce qu'aujourd'hui, être Jeune populaire, ce n'est plus seulement coller des affiches et tracter, c'est aussi être formé et informé. » « Et il faut dès aujourd'hui préparer les élections des conseillers territoriaux de 2014, complétait Gérard Gordat. A nous de nous rendre indispensables ! »

**OLIVIER CHAROLLES**